

Question d'Europe
n°479
02 Juillet 2018

Thierry CHOPIN
Lukáš MACEK

Face à la crise politique de l'Union européenne : l'indispensable combat culturel sur les valeurs

La question des valeurs européennes se pose à plusieurs niveaux, avec une acuité croissante depuis que l'hypothèse d'une convergence progressive vers des valeurs universelles d'inspiration occidentale est mise à mal par au moins deux tendances : l'affirmation des pays émergents, sans que leur développement économique aille forcément de pair avec une évolution libérale sur le plan politique, et le défi de l'islamisme radical. L'écroulement de l'utopie marxiste n'a pas débarrassé la « société ouverte » de ses ennemis[1] et le retour des fanatismes nationalistes ou religieux semble vigoureux et durable. Ce contexte change la donne : les valeurs qui ont pu sembler triomphantes au cours des années 1990 se trouvent désormais sous pression ce qui, paradoxalement, renforce leur caractère européen. En effet, cette évolution « désuniversalise » ces valeurs et met aussi en évidence des nuances, voire des différences significatives entre les deux rives de l'Atlantique, permettant ainsi de distinguer une spécificité européenne au sein de l'ensemble occidental.

Un socle de valeurs qui méritent d'être qualifiées d'européennes apparaît ainsi non seulement parce qu'une grande partie du monde les perçoit (et parfois rejette) comme telles, non seulement car elles sont historiquement d'origine européenne, mais aussi parce qu'il y a une interprétation et une pratique spécifiquement européennes de ces valeurs qu'on peut par ailleurs qualifier d'occidentales, tout en postulant leur universalité.

Pour les besoins de la réflexion qui suit, simplifions la définition de la manière suivante : les valeurs européennes correspondent à l'ensemble des valeurs libérales et démocratiques telles qu'elles se sont développées au cours de l'histoire de l'Europe et pleinement affirmées depuis les Lumières – le respect de la dignité humaine et des droits de l'Homme, l'ensemble des libertés fondamentales, l'égalité des citoyens devant la loi, l'état de droit, la démocratie parlementaire. Ces valeurs – et c'est peut-être l'aspect le plus spécifiquement européen – sont mises en œuvre à la lumière de l'expérience historique des peuples européens, notamment suite aux horreurs et tragédies du XXème siècle, autour de quatre éléments principaux : la renonciation relative à la force et la préférence pour le règlement pacifique des conflits par la négociation dans le respect mutuel ; un accent mis sur la solidarité et sur la recherche d'une justice sociale conférant un rôle important à l'Etat ; une vision des relations internationales qui relativise la notion de souveraineté de l'Etat ; un fort esprit de modération, de tolérance, d'ouverture et de méfiance à l'égard des passions politiques, notamment celles qui sont déchaînées au nom des religions ou des nations. Tout ceci trouve une incarnation dans le projet politique européen, tel qu'il a été impulsé par les pères fondateurs dans les années 1950, et qui tend à devenir une valeur en soi : le fait de (ou de ne pas) se revendiquer européen (au sens de partisan et défenseur de la construction européenne) est devenu un marqueur essentiel du positionnement politique, comparable au clivage gauche-droite.

Or, dans quelle mesure ces valeurs sont-elles aujourd'hui européennes au sens de partagées par l'ensemble des Européens ? La question se pose à l'échelle de chaque société nationale, mais récemment, elle se pose avec force aussi et surtout à l'échelle de l'Union européenne. Ses Etats membres s'y reconnaissent-ils tous et en assurent-ils le respect ? Les dernières évolutions politiques, dont le déchirement en matière de politique migratoire, ne mettent-elles pas en évidence un véritable divorce entre l'Ouest et l'Est en matière de valeurs fondamentales ? La question n'est pas que théorique, la Commission européenne ayant commencé à déclencher le dispositif de l'article 7 TUE[2] à l'égard de la Pologne.

1. Cf. Popper, Karl (1945), *The Open Society and its Enemies*, London, Routledge

2. Cet article vise les Etats membres qui présentent un « risque clair de violation grave par un Etat membre des valeurs » de l'Union ou « une violation grave et persistante par un Etat membre » de ces valeurs.

1. L'UNION EUROPÉENNE : UNE COMMUNAUTÉ DE VALEURS MENACÉE À L'EST ET À L'OUEST

Quelles valeurs ?

En droit, l'Union est fondée sur une communauté de valeurs précisées par les traités : « respect de la dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, État de droit, et respect des droits de l'Homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes »[3]. Naturellement, les États membres sont porteurs d'identités et de mémoires nationales spécifiques et cette Europe des valeurs ne conduit ni à abolir les frontières nationales, ni à imposer une perception monolithique de ce que sont les valeurs – et par là l'identité – européennes, cette perception variant entre États membres et même entre les forces politiques en leur sein[4]. Ainsi, une série d'enquêtes menées depuis 1981 en Europe[5] conduit à distinguer quatre cercles au sein de l'Europe des valeurs correspondant à des préférences collectives plus ou moins marquées autour desquelles convergeraient des groupes d'États[6]. Enfin, il est clair que la nation reste le cadre de référence politique essentiel pour la plupart des Européens[7].

Le cas de la laïcité et de la liberté religieuse est exemplaire. Au-delà des principes de liberté et de tolérance religieuses, la nature des relations entre les Eglises et l'État est variable d'un État membre à l'autre. La France est le seul État membre à avoir inscrit la laïcité dans sa Constitution ; en cela, elle représente un modèle original en Europe dans la mesure où les autres États membres n'ont pas invariés de manière aussi stricte la séparation des Eglises et de

l'État. La Grande-Bretagne est un pays non-laïc car il a une religion officielle (la Reine est le « défenseur de la Foi » et gouverneur suprême de l'Eglise d'Angleterre). Autre exemple : l'Eglise orthodoxe grecque bénéficie d'un statut particulier dans la Constitution. Pourtant, les sociétés européennes se singularisent globalement par un degré de sécularisation élevé (avec les cas à nuancer peut-être de l'Irlande et de la Pologne) et se distinguent ainsi de l'autre pôle du monde occidental que sont les États-Unis, pays laïc (affirmation de la séparation de l'Eglise et de l'État) mais qui reconnaît une place plus importante à la religion dans la sphère publique[8]. C'est d'ailleurs cette différence en termes de sécularisation qui permet sans doute de rendre compte du décalage entre les traitements médiatiques des caricatures danoises et des attentats à Paris en janvier 2015 sur le continent européen et dans le monde anglo-saxon[9]. On pourrait prolonger l'analyse en mettant en lumière les différences de préférences collectives entre Européens et Américains[10] par exemple en matière de rapport à la violence et à la force armée; en outre, le maintien de la peine de mort dans certains États américains permet également de distinguer les deux rives de l'Atlantique au sein du monde occidental. Sans oublier la question du modèle social, les sociétés européennes se fiant davantage à une gestion collective à travers l'intervention de l'État, le modèle américain étant plus confiant dans les mécanismes privés et individuels.

Ces exemples, tout en mettant en évidence la diversité des situations nationales en Europe qu'il serait vain et contre-productif de vouloir nier ou effacer, permettent cependant de relativiser les différences entre les États européens et d'affirmer une spécificité de l'Europe au sein de ce qui est communément désigné comme le monde occidental, accréditant l'idée d'un socle de valeurs européennes pouvant rassembler la majeure

3. Article 2 du TUE.
4. Chopin, Thierry (2017), « L'Europe au défi de l'identité : qui sommes « nous » ? », Rapport Schuman sur l'Europe. L'état de l'Union 2017, Lignes de repères

5. <http://www.europeanvaluesstudy.eu>. Les enquêtes Eurobaromètre proposent aussi sous le thème « citoyenneté européenne », une question sur les valeurs : « Parmi les suivantes, quelles sont les valeurs qui représentent le mieux l'UE ? » parmi les réponses proposées : l'Etat de droit, le respect de la vie humaine, les droits de l'Homme, les libertés individuelles, la démocratie, la paix, la solidarité, la tolérance, la religion, l'épanouissement personnel, le respect des autres cultures ou « aucun ». L'Eurobaromètre Standard 85 (juin 2016) est spécifiquement axé sur la citoyenneté européenne et la question des valeurs.

6. Galland, Olivier et Lemel, Yannick (2014), « Les frontières de valeurs en Europe », dans Bréchon, Pierre et Gonthier, Frédéric (dir.) (2014), Les valeurs des Européens. Evolutions et clivages, Armand Colin

7. A titre d'exemple, selon l'Eurobaromètre standard 88 (automne 2017), 92% des Européens interrogés se disent « attachés ou très attachés » à leur pays (56% « très attachés »), contre 55% se disant « attachés ou très attachés » à l'Union européenne (14% seulement « très attachés »).

8. Cela apparaît clairement au niveau des symboles et du discours politiques (le serment du Président des États-Unis, la devise sur les billets de banque, etc.).

9. Alors que de nombreux journaux d'Europe continentale publient les caricatures du journal Jyllands-Posten pour manifester leur solidarité, la presse britannique et américaine préfèrent exprimer leur soutien sans reprendre les caricatures (cf. par exemple l'article « US, British media tread carefully in cartoon furor », The Christian Science Monitor. Cf. aussi, par exemple, l'éditorial de The Guardian paru en réaction à l'attentat contre Charlie Hebdo : "Anti-clericalism has always been a Republican rallying cry, especially on the left, in a way that's unknown in Britain and the US."

10. Cf. Tertrais, Bruno (2006), « Europe / États-Unis : valeurs communes ou divorce culturel ? », Note de la Fondation Robert Schuman, n°36

partie de l'Europe (celle qui, grosso modo, correspond à l'Union)[11] et constituer le fondement d'une identité politique commune, et ce en dépit de la spécificité de telle ou telle valeur liée à telle ou telle culture politique nationale particulière.

La remise en cause des valeurs démocratiques et libérales

Nous assistons actuellement à une vague de remise en cause de ce socle de valeurs qui traverse toutes les sociétés européennes. Des forces politiques affichant une attitude fortement critique, voire hostile ou méprisante, à l'égard de ces valeurs et portant l'aspiration à un changement de système, progressent de manière parfois spectaculaire, voire accèdent au pouvoir, au niveau local et au niveau national. Ces forces politiques font en général preuve d'une complaisance, voire de fascination à l'égard des régimes et des leaders qui obéissent à d'autres valeurs et à d'autres principes, comme par exemple la « démocratie dirigée » de Vladimir Poutine[12].

Si cette vague concerne pratiquement toutes les démocraties européennes, elle rencontre des résistances – ou au contraire des appuis – très variables d'un pays à l'autre, tout en fluctuant dans le temps, au gré des conjonctures politiques et économiques. Ainsi, en Europe occidentale, le contexte de crise économique a joué un rôle amplificateur de ce phénomène, culminant notamment avec la crise grecque et le référendum sur le Brexit. Les résultats de l'élection présidentielle en Autriche, des élections législatives aux Pays-Bas et de l'élection présidentielle en France semblaient démontrer une sorte de plafond de verre limitant la capacité des partis « antisystème » à percer au niveau national, malgré des scores souvent historiques. Toutefois, en dépit du retour à une conjoncture économique plus favorable,

le reflux de cette vague se fait attendre et l'idée du plafond de verre a été récemment mise à mal lors des élections législatives en Autriche, avec l'entrée de l'extrême droite au gouvernement, en Allemagne avec l'entrée de l'extrême droite au Bundestag et encore en Italie, avec près de 22% de voix obtenus par les partis d'extrême droite et près de 33% par le Mouvement 5 Etoiles. Toutefois, même si les démocraties plus anciennes sont loin d'être épargnées, une différence assez nette se dessine dans l'espace politique européen, mettant en évidence un clivage Est-Ouest que l'élargissement de l'Union européenne en 2004 commençait à effacer.

En effet, entre 2004 et 2015, si le clivage entre les pays issus de l'ancien « bloc soviétique » restait très visible sur le plan de certains indicateurs socio-économiques (PIB par habitant, pouvoir d'achat, investissement en R&D), il n'était guère pertinent pour analyser la vie politique de l'Union. Pour la plupart des sujets, les nouveaux Etats membres n'apparaissaient guère comme un bloc cohérent. Dans le débat sur la réforme de l'Union, autour du traité de Lisbonne, certains figuraient parmi les plus enthousiastes, d'autres freinaient. Certains se sont dépêchés de rejoindre l'UEM, d'autres temporisent[13]. Bref, ils se sont fondus dans des clivages qui préexistaient déjà, tout en évoluant au gré des dynamiques politiques internes. L'exemple emblématique étant la Pologne qui est tantôt apparue comme un « troublemaker » en bloquant aux côtés de l'Espagne la Conférence intergouvernementale (CIG) de 2004, tantôt comme le pays le plus euro-enthousiaste, offrant à l'Union des personnalités politiques de premier plan, tel l'ancien président du Parlement européen Jerzy Buzek ou l'actuel président du Conseil européen Donald Tusk. Et même si la politique de Viktor Orbán a provoqué des tensions avec l'Union européenne dès son retour au pouvoir en 2010, il a mis du temps avant d'affirmer

11. Akaliyiski, Plamen (2018), "United in diversity? The convergence of cultural values among EU member states and candidates", *European Journal of Political Research*; Oshri, Odelia et al. (2016) « A Community of values, Democratic identity formation in the European Union », *European Union Politics*, Vol. 17(1), pp.114-137
12. Cf. Hassner, Pierre (2015), « La transition autocratique en Russie », in *La revanche des passions*, Fayard, chap.12.
13. La Slovaquie a rejoint la zone euro dès 2007, suivie de la République tchèque (2009), l'Estonie (2011), la Lettonie (2014) et la Lituanie (2015).

Face à la crise politique de l'Union européenne : l'indispensable combat culturel sur les valeurs

ouvertement la volonté d'évoluer vers un projet illibéral[14], de renforcer sa critique de l'Union européenne, tout en restant – à la différence des eurosceptiques tchèques et polonais – membre du Parti populaire européen.

L'année 2015, avec l'alternance politique en Pologne et la crise migratoire, a accentué le clivage Est-Ouest, les pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) apparaissant comme un bloc frontalement opposé à l'approche majoritaire de l'Union européenne en matière de gestion de la vague migratoire, amenant la question de la réalité d'un fond commun de valeurs pour tous les Etats membres[15]. En effet, aux côtés d'un gouvernement hongrois toujours plus dur dans sa ligne contre l'Union (« Stoppons Bruxelles »), mais aussi contre la société civile (campagne anti-Soros), désormais le gouvernement polonais assume les mêmes velléités illibérales et met en place des réformes pour le moins discutables en matière d'Etat de droit[16]. Citons également la coalition gouvernementale slovaque qui inclut un parti nationaliste eurosceptique dur[17] ou encore le Président tchèque, Miloš Zeman, qui, tout en se proclamant euro-fédéraliste et social-démocrate, n'hésite pas à surfer sur une vague de populisme anti-migrants et à afficher ses affinités avec la Russie et la Chine.

Un problème pour l'Union malgré une spécificité centre européenne

Face à ces phénomènes, deux erreurs de perception et d'interprétation très répandues doivent être évitées. A l'Ouest, il y a une forte tendance à surévaluer l'altérité, la spécificité de l'Europe centrale et orientale en matière de valeurs. Cette perception méconnaît la diversité interne de ces pays, la résistance souvent très forte des contre-pouvoirs ou les décalages entre le discours et les actes

politiques. Ainsi l'opinion publique hongroise a découvert avec étonnement que, derrière un discours extrêmement dur sur l'accueil des réfugiés et un refus ostentatoire du système de quotas adopté par l'Union européenne au plus fort de la crise, le gouvernement hongrois a accepté l'accueil de 1300 réfugiés[18], soit un nombre comparable à ce que le système de quotas demandait à la Hongrie. A l'inverse, cette même perception tend à minimiser l'ampleur du problème à l'Ouest, où les valeurs européennes font également l'objet de mises en cause nombreuses et vigoureuses et où, en matière d'enjeux migratoires, un discours parfois plus policé peut masquer des politiques somme toute comparables à ce qui se passe en Europe centrale. A l'Est, on assiste souvent – sans surprise notamment dans les milieux proches du pouvoir – à une minimisation du phénomène, à des dénégations quant à la volonté de rupture avec les valeurs européennes, voire à une contre-offensive revendiquant au contraire le statut de vrai défenseur des valeurs et de la civilisation européennes, définies sur une base essentiellement religieuse[19]. Ces discours mettent souvent en avant l'histoire tragique et encore mal digérée des pays en question[20].

Or, à équidistance de ces deux approches, la vague de contestation des valeurs européennes, tout en se drapant de discours, de symboles et de thématiques spécifiques liés au passé et à l'identité spécifique de chaque pays, relève d'un phénomène global qui touche l'Europe entière, à l'Ouest comme à l'Est. Toutefois, la capacité de résistance à ce phénomène varie selon plusieurs clivages, dont celui qui sépare les démocraties plus anciennes de celles qui se sont construites depuis 1989. Si à l'Ouest les forces plus ou moins antilibérales et europhobes peinent à accéder durablement au pouvoir au niveau national, à l'Est, elles y arrivent plus fréquemment, plus durablement et sans que

14. Selon l'expression de Fareed Zakaria, "The Rise of Illiberal Democracy" (1997), *Foreign Affairs*, 76:6. Viktor Orbán dénonce la "crise d'identité du libéralisme" in *Speech at the 14th Kötöse civil picnic, September 5th 2015* - <http://www.kormany.hu/en/the-prime-minister/the-prime-minister-s-speeches/viktor-orban-s-speech-at-the-14th-kotocse-civil-picnic>
15. Rupnik, Jacques, Seifter, Pavel (eds.) (2018), *Europe at the crossroads : democracy, neighbourhoods, migrations, The Vaclav Havel European Dialogues 2014-2016*, Vaclav Havel Library
16. Pech, Laurent et Platon, Sébastien (2017), « Menace systémique envers l'Etat de droit en Pologne : entre action et procrastination », *Question d'Europe* n°451, 13/11/17, Fondation Robert Schuman
17. *Le parti national (SNS), membre de la coalition gouvernementale depuis 2016.*
18. Cf. Simon, Zoltan (2018), "Orban on Defensive as Hungarian Asylum Data Prompts Backlash", 15/01/18, *Bloomberg Politics*, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-01-15/orban-on-defensive-as-hungarian-asylum-data-prompts-backlash>
19. Viktor Orbán a pu déclarer: "We Europeans – with or without confessing it, with or without being conscious of it – live in a culture that is structured by the teachings of Christ. (...) A historical task has been put before European countries in 2017. The free nations of Europe, the national governments elected by their free citizens have a new task: they must defend Christian culture." Cf. S.n. (2017), "Orbán: Europe must defend Christian Culture", 23/12/17, *DailyNews Hungary* <https://dailynewshungary.com/orban-europe-must-defend-christian-culture>
20. Cet élément pèse incontestablement sur le débat actuel. Cf. Deloy, Corinne (2015), « Réfugiés : la fracture européenne », 21/11/15, *Contrepoints*, www.contrepoints.org/2015/11/21/229878-refugies-la-fracture-europeenne

l'exercice du pouvoir favorise nettement leur déradicalisation, à l'inverse de ce que nous pouvons observer, en tout cas jusqu'ici et au moins dans une certaine mesure, en Italie ou en Autriche[21].

Cette plus faible capacité de résistance de la démocratie en Europe centrale et orientale n'est pas surprenante, car elle s'explique principalement par quatre facteurs qui distinguent, à des degrés variables, cette partie de l'Europe de celle qui a pu se développer dans un cadre libéral-démocratique dès 1945.

Tout d'abord, et c'est presque un truisme, les démocraties plus jeunes sont aussi plus faibles, car elles reposent sur des structures plus fragiles. Si les pays d'Europe centrale, encouragés par la conditionnalité du processus d'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN, ont vite mis en place les institutions fondées sur les principes démocratiques, ils ne construisent que lentement et de manière plus ou moins erratique une véritable culture démocratique, fondée sur une société civile développée, un respect réel et profond, et pas uniquement formel et apparent des principes fondamentaux, un débat public informé grâce à une scène médiatique de qualité. Une citoyenneté active, impliquée dans la vie publique, consciencieuse, responsable et sûre d'elle face au pouvoir politique peine à gagner une majorité solide de la population[22]. On constate un écart important à ce niveau entre les vieilles et les nouvelles démocraties, à travers des indicateurs comme le taux de participation électorale. Quant au débat public et l'espace médiatique, la taille limitée de la plupart de ces pays ne favorise pas leur qualité, le marché de la presse, par exemple, étant trop réduit et insuffisamment concurrentiel pour permettre l'émergence de titres de qualité[23].

Par ailleurs, du fait de l'histoire, de la situation géopolitique et de la culture de ces pays[24],

des alternatives au modèle européen, démocratique et libéral, se présentent de manière plus forte et plus crédible, résonnant davantage dans une partie des opinions publiques et bénéficiant d'un soutien plus affirmé de la part des acteurs, internes ou externes, qui ont intérêt à encourager cette divergence par rapport au modèle européen. Ainsi, la vision conservatrice « chrétienne-providentielle » trouve un écho plus important en Pologne[25], en Hongrie[26] ou dans une moindre mesure en Slovaquie que dans la plupart des pays occidentaux. Le rejet de l'Union - perçue comme un cheval de Troie d'une modernité antireligieuse, porteuse des valeurs et des choix sociétaux dénoncés comme décadents et destructeurs de la vraie identité européenne - est une thématique qui semble beaucoup plus présente dans le débat public et dans les choix politiques des citoyens à l'Est qu'à l'Ouest, où l'Union peut - notamment en France - être parfois même accusée du contraire, comme en 2005 où certains pourfendeurs du Traité de Lisbonne y voyaient un risque de remise en cause de la laïcité[27] ou du droit à l'avortement. Une orientation pro-russe ou « à la russe » est également plus présente, grâce à l'ancienne tradition slavophile dans les nations slaves d'Europe centrale et orientale[28] ou encore grâce aux liens politiques ou économiques qui ont survécu à la chute du communisme. Ainsi, une partie des milieux d'affaires en Europe centrale et orientale ont des intérêts très forts dans l'espace post-soviétique[29], ce qui les pousse à soutenir des positions pro-russes, notamment dans le contexte de tensions et de sanctions après l'annexion de la Crimée par la Russie. La propagande russe et sa stratégie de guerre hybride trouvent ainsi des échos plus favorables dans ces pays : l'influence des médias pro-russes, complottistes et diffusant des fake news, sur le débat public en République tchèque ou en Slovaquie semble nettement supérieure à ce que nous pouvons constater dans des sociétés

21. Les participations des partis d'extrême droite aux gouvernements en Italie (1994, 2001-06, 2008-11) et en Autriche (2000-03) ne se sont traduites ni par un inflexionnement notable de la politique européenne de ces pays, ni par des évolutions internes inquiétantes, à la différence de ce qu'il est observable en Pologne ou en Hongrie, alors que ces deux pays sont gouvernés par des partis qui restent affiliés à des familles politiques européennes modérées, le FIDESZ siégeant au PPE et le PIS au CRE.

22. Même si des exemples positifs ne manquent pas : en Slovaquie, dès les années 1990, la société civile a su stopper la dérive autoritaire de Vladimír Mečiar, de même que les manifestations récentes en réaction à l'assassinat du journaliste d'investigation Ján Kuciak ont fini par obtenir la démission du Premier ministre Robert Fico. Des exemples similaires peuvent être cités en Roumanie, avec des manifestations anti-corruption, ou en Pologne, avec la mobilisation de la société civile pour défendre le droit à l'avortement.

23. A titre d'exemple : les quatre principaux quotidiens nationaux en République tchèque (hors tabloïds) ont un tirage se situant entre 30.000 et 140.000 exemplaires (données de janvier 2017). En Pologne, le tirage de Gazeta Wyborcza se situait autour de 180.000 exemplaires, celui de Rzeczpospolita autour de 70.000 (données de novembre 2017). En Hongrie, après la disparition du quotidien Népszabadság à cause de problèmes financiers, le même sort a été annoncé pour un autre quotidien, Magyar Nemzet. Cette fragilité économique entraîne celle de l'indépendance des médias : deux des quatre quotidiens principaux tchèques ont été rachetés par Andrej Babiš, l'actuel Premier ministre. Les quotidiens hongrois disparus ont été proches de l'opposition.

24. Cf. par exemple Rypnik, Jacques (2018) « Spécificités et diversité des populismes en Europe centrale et orientale », Les Dossiers du CERJ ; et du même auteur, « La crise du libéralisme en Europe centrale », Commentaire, n°160, hiver 2017-2018.

25. Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki, peu après sa nomination, a déclaré que « son rêve est de christianiser à nouveau l'Union européenne » et qu'il aimerait « visiter l'Océan avec les nouvelles valeurs » (entretien pour TV Trwam, 8 décembre 2017).

26. Voir le discours prononcé par Viktor Orbán à l'occasion du premier anniversaire de la mort d'Helmut Kohl, le 16 juin 2018 - https://legrandcontinent.eu/2018/06/21/la-doctrine-dorban/amp/?_twitter_impression=true

27. Cf. par exemple la déclaration du Comité Laïcité République du 13 décembre 2004 : <http://www.laicite-republique.org/non-le-comite-laicite-republique.html>

28. Un exemple très éloquent est fourni par la figure de Ján Čarnogurský, homme politique chrétien-démocrate slovaque, personnage important de la vie politique de son pays dans les années 1990, actuellement président de l'association « Slovensko-ruská spoločnosť » (Société slovaque-russe). Sur son site internet, cette association résume son objectif : « Nous cherchons la connexion entre les acquis de l'intégration européenne et la russophilie slovaque traditionnelle. » (<http://www.srspsk.sk>)

29. Par exemple, le groupe PPF de Petr Kellner, première fortune tchèque, est présent en Russie (services bancaires, immobilier, assurances et agro-alimentaire) (cf. <https://www.ppf.eu/en/industries>). L'entourage du président tchèque Miloš Zeman a des liens économiques forts avec la Russie, notamment son conseiller Martin Nejedlý, ancien manager de Lukoil (cf. MacFarquhar, Neil (2016), « How Russians Pay to Play in Other Countries », 30/12/16, The New York Times - <https://www.nytimes.com/2016/12/30/world/europe/czech-republic-russia-milos-zeman.html>)

Face à la crise politique de l'Union européenne : l'indispensable combat culturel sur les valeurs

plus anciennement démocratiques. Ainsi, la version en finnois de l'agence Sputnik a fermé au bout de 6 mois d'existence, faute d'audience[30].

Mais au-delà d'une plus grande sensibilité à ces influences, le poids du passé constitue plus généralement un facteur important de fragilité de l'appropriation des valeurs européennes. Les sociétés d'Europe centrale et orientale restent très largement imprégnées de traumatismes non-dépassés qui nourrissent la méfiance à l'égard de l'Ouest et les maintiennent dans des attitudes de ressentiment et de frustration. Le sentiment – analysé par Milan Kundera dans *L'Occident kidnappé*[31] – d'être deux nations dont l'existence « ne va pas de soi » favorise cet état d'esprit et des réactions méfiantes, pour ne pas dire parfois paranoïaques, face aux problèmes et défis, dont la crise migratoire. La conviction d'être l'éternelle victime opprimée, en particulier par les Allemands (la thématique antiallemande a fait un grand retour dans le débat public polonais, avec notamment le sujet des réparations[32]), la hantise de subir un diktat (le thème du traité de Trianon en Hongrie ou celui des accords de Munich en République tchèque) ou encore l'aversion à tout ce qui affecte le caractère ethniquement et culturellement homogène de la société (atteint dans des circonstances tragiques et honteuses au cours du XX^{ème} siècle, mais devenu au cours des quatre décennies du communisme une seconde nature de ces sociétés, autrefois fortement multiculturelles et multiethniques)[33] – tous ces sentiments peuvent se cristalliser sous la forme d'un rejet des valeurs portées par le projet européen.

Enfin, pour toutes ces raisons, mais aussi à cause des facteurs plus récents et plus spécifiques liés au fonctionnement de l'Union européenne, les opinions publiques en Europe centrale et orientale sont très sensibles,

voire susceptibles, par rapport à tout ce qui peut induire, de près ou de loin, le sentiment d'être ou même juste d'apparaître aux yeux du reste de l'Union comme des « Européens de seconde classe ». Ce sentiment repose assez largement sur des fantasmes ou sur la volonté de trouver des excuses pour le manque d'initiative ou de professionnalisme des représentants de ces pays dans les instances européennes qui peinent à porter des projets positifs. Mais il y a aussi de vrais sujets qui posent problème. Qu'il s'agisse de l'incapacité de l'Union à arracher aux Etats-Unis une égalité de traitement des citoyens européens en matière de visas[34], des double-standards concernant la qualité des produits alimentaires dont la Commission ne s'est saisie que récemment[35] ou d'un discours sur le dumping social qui passe systématiquement sous silence les bénéfices que les entreprises occidentales retirent de leur présence en Europe centrale[36], la liste des sujets sur lesquels les centre-Européens ont le sentiment d'être traités avec condescendance ou mauvaise foi par leurs concitoyens plus occidentaux est longue. Sur le plan des valeurs, le sujet sans doute le plus emblématique et dommageable est l'attitude « deux poids, deux mesures » en ce qui concerne la mémoire des deux totalitarismes qui ont ensanglanté l'histoire européenne au XX^{ème} siècle et qui partageaient la haine radicale des valeurs européennes. Or, la majorité pro-européenne des sociétés centre-européennes qui a façonné le consensus libéral-démocrate et pro-occidental des années 1990 s'est bâtie sur un rejet net du passé communiste totalitaire. La confiance de cette partie de l'opinion dans la sincérité du discours sur les valeurs européennes des élites occidentales est soumise à rude épreuve face au spectacle des leaders occidentaux qui assument sans le moindre repentir un passé trotskiste ou maoïste ou qui rendent hommage au « romantisme » castriste.

30. Cf. Standish, Reid (2017) "Why Is Finland Able to Fend Off Putin's Information War?", *Foreign Affairs*, 01/03/17, ou Nimmo, Ben (2017), "Failures and adaptations: Kremlin propaganda in Finland and Sweden", 21/03/17, *The Foreign Policy Centre*, <https://fpc.org.uk/failures-adaptations-kremlin-propaganda-finland-sweden>

31. Kundera, Milan (1983), « L'Occident kidnappé », *Le Débat*, Vol.5, No.27

32. Iwanicki, Jakub (2017), « La Pologne ouvre le débat sur la demande de réparations de guerre à l'Allemagne », 13/09/17, *Le Monde* - http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/09/13/la-pologne-ouvre-le-debat-sur-la-demande-de-reparations-de-guerre-a-l-allemande_5185143_3214.html. Déjà lors de la CIG de 2007, Lech Kaczynski réclamait le maintien d'une quasi parité de voix au Conseil entre la Pologne et l'Allemagne en argumentant que sans les événements de la période 1939-45 la Pologne aurait 66 millions d'habitants.

33. Krastev, Ivan (2017), *Le destin de l'Europe. Une sensation de déjà vu ; trad. française, Premier Parallèle*

34. Sewell, Chan (2017), "E.U. Sets Aside Calls to End Visa-Free Travel for Americans", 02/05/18, *The New York Times* - <https://www.nytimes.com/2017/05/02/world/europe/eu-visas-united-states.html>

35. Cf. discours du président Juncker sur l'état de l'Union, 13 septembre 2013.

36. Cf. Piketty, Thomas (2018), « 2018, l'année de l'Europe », 16/02/18 <http://piketty.blog.lemonde.fr/2018/01/16/2018-lannee-de-leurope>. Sur la période 2010-16, le flux sortant de profits et autres revenus de propriétés (à destination, pour l'essentiel, des propriétaires ouest-européens) représentait en moyenne annuelle plus de 7% du PIB pour la République tchèque et la Hongrie, 4,7% pour la Pologne.

Dans ces conditions, il est primordial que la reconquête du soutien aux valeurs européennes se fonde sur une attitude qui n'exagère pas, ne mésinterprète pas et n'instrumentalise pas ces décalages réels entre l'Ouest et l'Est de l'Europe qui cachent une diversité réfractaire à toute simplification rapide. Ainsi, la juste et légitime dénonciation de certaines dérives dans tel ou tel pays à l'Est ne doit ni stigmatiser toute une région, ni masquer ses propres turpitudes ni viser à rétablir une « petite Europe » de l'entre-soi occidental. Cette reconquête ne doit mésestimer ni le caractère global du défi, ni la variété des spécificités nationales.

2. L'INDISPENSABLE COMBAT POUR LES VALEURS DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE : QUELLE STRATÉGIE ?

Reconnaître l'urgence du combat culturel à mener

Le premier pas dans cette reconquête est de reconnaître la profondeur et l'urgence du problème et d'assumer le fait qu'il s'agit d'un véritable combat culturel. Un combat asymétrique et multiforme où les menaces se multiplient, mais ne se ressemblent pas. Les valeurs européennes font face à la haine mortifère et profondément idéologique de l'islamisme radical. Mais aussi à l'hostilité subversive et nettement plus pragmatique de l'actuel régime russe, pétrie de nostalgie du statut de superpuissance de l'époque de la guerre froide, de volonté de puissance traditionnelle et de peur d'un modèle qui a déjà défait la zone d'influence russe en Europe centrale et orientale. Ou encore au risque d'une dilution, d'une perte de spécificité dans un mouvement de globalisation, façonné au mieux par les Etats-Unis, au pire par la Chine. Elles sont aussi sous un tir nourri provenant de l'intérieur, venant de tous ceux qui, pour des raisons diverses, préfèrent se reconnaître dans le modèle des adversaires

du projet européen ou qui sont obnubilés par la diversité européenne – réelle, légitime et précieuse – qu'ils en oublient non seulement tous les éléments d'unité[37], mais surtout les fossés qui séparent cette mosaïque européenne des autres modèles culturels, politiques et sociaux qui comptent au XXIème siècle.

La centralité des politiques d'éducation

Cela peut sonner comme un cliché, mais cela n'en est pas un : la clé repose dans les politiques d'éducation et de la culture[38]. Les déficits dans ces domaines laissent prospérer l'idée selon laquelle une communauté européenne de valeurs (et la construction politique qui en découle) serait totalement artificielle, face au caractère prétendument naturel des nations qui, elles, seraient là depuis toujours. Le manque de fierté et d'attachement au patrimoine spirituel et culturel européen constitue un facteur de faiblesse face aux menaces externes, portées par ceux qui sont habités par la conviction de la supériorité de leurs valeurs et de leur culture. Ce n'est pas en se nourrissant d'émissions de télé-réalité que les jeunes générations d'Européens pourront trouver des ressources pour leur tenir tête. Les ravages du «complotisme» dans les rangs de la jeunesse européenne[39] est un exemple éloquent d'une tendance au ramollissement intellectuel qui fait le bonheur des manipulateurs en tous genres. Il est urgent que les systèmes d'éducation européens réalisent que, face à la superficialité toujours croissante véhiculée par les médias et les réseaux sociaux, la réponse n'est pas de courir après cette tendance, mais au contraire de jouer le contrepoids, en visant la profondeur, le long terme, l'exigence et la qualité. Deux champs sont à investir sans tarder. D'une part, l'introduction d'une véritable dimension européenne dans l'éducation primaire et secondaire, avec un accent mis sur l'histoire

37. Chopin, Thierry (2018), op. cit.
38. Cf. Discours du Président de la République française, Emmanuel Macron, à la Pnyx, Athènes, 7 septembre 2017 – <http://www.elysee.fr/declarations/article/discours-du-president-de-la-republique-emmanuel-macron-a-la-pnyx-athenes-le-jeudi-7-septembre-2017>. Voir aussi discours prononcé à la Sorbonne : « Pour une Europe souveraine, unie, démocratique », Paris, 26 septembre 2017.
39. Cf. l'étude de l'IFOP pour la Fondation Jean-Jaurès et l'observatoire Conspiracy Watch, citée par Le Monde, 7 janvier 2018, http://www.lemonde.fr/societe/article/2018/01/07/les-theories-du-complot-bien-implantees-au-sein-de-la-population-francaise_5238612_3224.html

Face à la crise politique de l'Union européenne : l'indispensable combat culturel sur les valeurs

et la culture, sur la diversité et la richesse des réalités locales et nationales, mais aussi sur leurs racines et dénominateurs communs, ainsi que sur les influences croisées entre elles. D'autre part, une éducation à la « consommation » des médias[40], plaçant au cœur de cette démarche éducative la notion d'esprit critique – à ne pas confondre avec la suspicion généralisée, paranoïaque, épidermique et permanente qui ouvre la porte au nihilisme cynique. L'Union européenne ne peut pas et ne doit pas être le porteur principal de ce renouveau éducatif : c'est aux Etats d'en assumer la responsabilité. Mais l'Union peut aider, inciter, favoriser, en s'attelant d'abord à ce qu'elle sait faire – notamment à encourager la mobilité (des élèves et étudiants, comme celle des professeurs), à fournir des supports de qualité et à porter un discours qui rompt avec la langue de bois technocratique. La parole européenne ne doit pas se limiter à des histoires de quotas et de règlements, mais doit davantage se faire entendre sur les valeurs, la culture, l'histoire ou l'éducation. Imaginons un véritable Erasmus des professeurs[41] d'Histoire : si demain, dans les collèges et les lycées de l'Union, il devenait habituel qu'une partie des cours d'Histoire soient enseignés par un professeur venu d'un autre Etat membre, ne serait-ce pas une contribution formidable à exercer l'esprit critique des élèves, à les obliger à questionner leurs certitudes, à apprendre à mieux comprendre l'Autre, à décentrer leur regard sur les réalités européennes ?

Porter un discours politique offensif sur les valeurs et le projet européens

L'autre clé est à trouver du côté des élites politiques européennes qui doivent se saisir du discours sur les valeurs européennes et le porter avec constance, d'une manière crédible et audible. Depuis trop longtemps, le discours sur le projet européen s'est enlisé dans une triple impasse.

Tout d'abord, il est dominé par des sujets techniques et tend à se réduire à un jargon qui ne parvient ni à convaincre ni à mobiliser les citoyens autour d'un sens qui aille au-delà des questions des normes et des financements.

Par ailleurs, même lorsque la question du sens profond du projet européen est abordée, elle l'est d'une manière qui reste très largement tournée vers le passé et qui consiste à répéter de manière incantatoire le discours des pères fondateurs sur la paix. Ce discours est beau et essentiel, mais il a besoin d'être mis à jour. Une formidable occasion d'une telle mise à jour s'est présentée en 1989, autour de l'élan de liberté et de fraternité européenne que ce moment a incarné ou encore, sur un mode plus sombre, face à la tragédie yougoslave. Or, peu s'en sont saisis parmi les représentants politiques de premier plan, ce qui a contribué à transformer l'un des plus grands succès de la construction européenne, l'élargissement de 2004, en une semi-défaite politique[42], dont nous payons le prix fort, avec les dérives populistes des deux côtés de l'ancien rideau de fer. Si l'occasion fournie par le contexte actuel, marqué par des menaces et par le risque de voir la globalisation tourner à l'avantage des acteurs qui ne partagent pas grand-chose avec les Européens en matière de valeurs et d'intérêts, n'est pas saisie, malgré le coup de semonce du Brexit, le risque est grand de voir le projet européen échouer. Un discours sur les valeurs européennes, résolument ancré dans les réalités et répondant aux angoisses suscitées par l'avenir, contribuerait à répondre à ce besoin de sens et de mise à jour du logiciel de justification du projet européen et à sortir le projet européen de ces deux impasses.

Toutefois, il ne saurait le faire que s'il arrive à éviter la troisième. En effet, le discours sur le projet européen reste confidentiel, s'adressant principalement aux convaincus et passant largement à côté de ceux qui ne le sont pas. Ce problème d'audibilité du

40. Des initiatives récentes ont été prises en France, avec, à partir de la rentrée 2015, la mise en place d'une « éducation aux médias et à l'information » et d'un « enseignement moral et civique » par l'Éducation nationale.

41. Les professeurs au sein de l'Union européenne ont la possibilité d'effectuer une mobilité académique dans le cadre du programme Erasmus+ : ils peuvent ainsi réaliser des missions d'enseignement dans un établissement scolaire européen partenaire et bénéficier de périodes de formation. Cependant, en 2016 seuls 1839 professeurs et personnels de l'enseignement secondaire sont partis en mobilité dans l'un des 33 pays participants à ce programme.

42. Macek, Lukáš (2011), L'élargissement met-il en péril le projet européen ?, La Documentation française

discours européen est lié à l'insuffisance des mécanismes politiques au niveau européen. Nous appelons depuis longtemps[43] à une plus grande politisation du fonctionnement de l'Union européenne et notamment à ce que ses représentants politiques, à commencer par les commissaires et les députés européens, commencent à faire de la politique à l'échelle de l'Union en se comportant comme tout élu dans une démocratie représentative à l'habitude de le faire, en cultivant le lien direct avec ses électeurs. Le bras de fer autour du fonctionnement de l'Etat de droit en Pologne ou autour de la question des réfugiés en Hongrie ou en République tchèque ne saurait être uniquement résolu à coup de conférences de presse à Bruxelles, de recours devant la Cour de justice, de votes au Conseil ou encore de menaces de sanctions financières. C'est en portant le débat politique dans les pays concernés, en prenant des risques politiques en sortant de sa zone de confort, en devenant un acteur audible et familier du débat public national, que l'on peut faire bouger les lignes, éviter des impasses, trouver des compromis. Cela nécessite une transformation du fonctionnement de la Commission pour se doter de relais politiques, et pas seulement institutionnels, dans chaque Etat membre[44]. Cela nécessite aussi de repenser le rôle et le travail quotidien des députés européens ou encore le fonctionnement et la place des partis politiques européens. Toutes ces évolutions ne sauraient être ni faciles, ni rapides, ni linéaires, mais elles sont indispensables pour casser la polarité « nous, la nation » versus « eux, les technocrates de Bruxelles », complaisamment entretenue par nombre d'élus nationaux, pour qui l'Union est un bouc émissaire.

Au-delà de ce besoin de faire entrer des acteurs européens dans les espaces publics nationaux (créant ainsi un véritable espace public européen qui ne superpose pas un espace bruxellois aux espaces nationaux, mais

qui les décloisonne), un nouveau discours politique sur les valeurs européennes, offensif et audible doit aussi passer par la capacité à régler d'autres questions.

Sur le fond, il doit trouver la voie, certes étroite, entre le repentir, la honte, voire la haine de soi, et l'oubli ou le refus des leçons que les Européens ont su tirer de leur passé. Cette voie étroite, c'est la fierté d'être Européen non pas parce qu'on oublie ou maquille les crimes et les tragédies de notre passé, mais parce qu'on sait les reconnaître, en tirer les leçons et trouver dans la partie glorieuse de notre héritage commun des ressources pour l'action[45]. Loin de tout nationalisme, tout impérialisme ou tout eurocentrisme, cette fierté doit rester humble, sans empêcher de dire haut et fort la conviction quant à la supériorité de nos valeurs face aux alternatives que le monde actuel offre. Cela ne veut pas dire que nous devons vouloir les imposer aux autres. Si déjà nous veillions à leur application exemplaire chez nous et si nous fournissions un maximum de soutien à ceux qui, malgré l'oppression, se réclament de ces valeurs dans des régimes qui en prônent d'autres, ce serait déjà beaucoup.

Quant au porteur du discours, il faut trouver des réponses à la défiance de plus en plus généralisée, nourrie par le discrédit des élites. La voie est alors ouverte aux discours populistes élaborés autour de l'image « tous pourris ». Sans une prise de conscience et un véritable changement dans le comportement des élites politiques, économiques et culturelles, cette défiance ne saurait être résorbée et tout discours sur les valeurs risque d'être disqualifié a priori. Or, si nous considérons ne serait-ce que le degré de sérieux dans l'exercice du rôle de député européen, force est de reconnaître que nombre d'entre eux sont les premiers à suggérer aux citoyens que le Parlement européen ne mérite guère d'intérêt et de respect[46]. Sur un

43. Chopin, Thierry et Macek, Lukáš (2010) « Après Lisbonne, le défi de la politisation de l'Union européenne », Les études du CERI, n°165, CERI / Sciences Po; et Chopin, Thierry et Macek, Lukáš (2018), « Réformer l'Union européenne : un impératif politique et démocratique », Question d'Europe n°463, 19/02/2018 Fondation Robert Schuman

44. Chopin, Thierry et Macek, Lukáš (2018) « Pour l'introduction de listes transnationales aux élections européennes sous forme d'une prime de majorité », 21/02/18, Telos

45. Willy Brandt agenouillé devant le monument du ghetto de Varsovie, Helmut Kohl et François Mitterrand à Verdun, un débat libre, ouvert et sans tabou entre historiens – voilà des exemples emblématiques de cette manière européenne de dépasser les traumatismes de l'histoire. Ils contrastent avec la gestion du passé qui caractérise les actuelles alternatives illibérales : les tentatives de limiter la liberté du débat historiographique en Pologne, l'absence de gestes symboliques d'une force comparable de la part du régime russe actuel par rapport aux victimes de l'oppression soviétique, voire une apologie plus ou moins directe de cette dernière – à commencer par Vladimir Poutine qui a pu désigner l'écroulement de l'URSS comme « la plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle ».

Face à la crise politique de l'Union européenne : l'indispensable combat culturel sur les valeurs

autre plan, la reconversion professionnelle de José Manuel Barroso[47] ou l'« affaire Selmayr[48] » montrent à quel point la prise de conscience du besoin d'exemplarité reste insuffisante au sommet de l'Union.

En somme, il est urgent de replacer au cœur du discours public – au niveau européen et national – la notion de « vertu politique » qui, comme le rappelle Montesquieu, est « l'amour des lois et de la patrie », « une préférence continuelle de l'intérêt public au sien propre », « un renoncement à soi-même, qui est toujours une chose très pénible[49] ». Or là encore, sans l'éducation à l'esprit critique, sans capacité à faire la part des choses, à prendre de la distance et de la hauteur par rapport à l'écume des jours, le risque est grand de se tromper de combat, surtout dans un contexte où les médias sont de plus en plus soumis au diktat de l'information en continu et de l'immédiateté des réseaux sociaux. En effet, on tend à confondre l'exigence de vertu politique – qui doit être mesurée à l'aune de la capacité d'agir en homme d'Etat et de conviction – avec celle d'une irréprochabilité absolue, d'autant plus irréaliste qu'elle est doublée d'un postulat d'une transparence sans limites. L'actualité est de plus en plus marquée par la surexposition des fuites des conversations privées enregistrées à l'insu des intéressés, des emails divulgués, des propos spontanés sortis de leur contexte spécifique et devenus viraux sur les réseaux sociaux ou encore par la « peopolisation » des personnages publics. Comment s'étonner ensuite de la tendance à l'aseptisation du discours politique, à la fuite des personnalités politiques modérées dans la langue de bois ou encore à la suprématie de ce que le journaliste américain Joe Klein a appelé le « pollster-consultant industrial complex[50] » ? Et comment s'étonner que cette évolution ouvre la voie à une réaction incarnée par le « parler vrai » des populistes, par le « celodurismo[51] » typique d'une

certaine extrême droite, par une fascination d'une partie croissante de la société pour des personnages délibérément transgressifs ? La perte de repères permettant de distinguer l'essentiel du futile est une ressource capitale du discours populiste et par là l'un des cancers qui rongent le système de valeurs sur lequel reposent nos sociétés.

Les valeurs européennes sont menacées de l'extérieur et de l'intérieur. L'intensité et les modalités de ces menaces internes varient d'un Etat à l'autre au sein de l'Union européenne – dans l'espace et dans le temps. Un certain clivage Est-Ouest est indéniable, mais le surexposer, en faire la grille de lecture privilégiée pour analyser l'état de l'Europe des valeurs présente un double piège. D'une part, telle une prophétie auto-réalisatrice, une stigmatisation excessive et globalisante des pays d'Europe centrale et orientale ne manquera pas de renforcer les éléments qui sont à l'origine de la méfiance, voire du rejet des valeurs européennes par une partie de la population de ces pays : un sentiment d'être traité en Européen de seconde catégorie, un complexe victimaire, une frustration face à la condescendance (supposée ou réelle) des Occidentaux. D'autre part, cette perception équivaut à un aveuglement coupable face à la mise à mal profonde des valeurs européennes au sein des sociétés occidentales, y compris celles dotées des traditions démocratiques les plus anciennes.

Des solutions simples et rapides n'existent pas : les causes de la situation actuelle sont profondes. La reconquête sera longue. Au-delà des sanctions financières ou diplomatiques – qui risquent d'être contreproductives[52] – il faut agir par l'exemple. L'affaiblissement de l'adhésion aux valeurs européennes en Europe centrale et orientale est lié aussi à la perte de prestige de l'Ouest qui a perdu

46. Chopin, Thierry et Macek, Lukas (2018), « Réformer l'Union européenne : un impératif politique et démocratique », *op. cit.*

47. En acceptant un poste chez Goldman Sachs en 2016, l'ancien président de la Commission n'a pas commis, selon le comité d'éthique consulté sur ce sujet, « une violation du devoir d'intégrité et de réserve », mais il « aurait dû être conscient et informé qu'en agissant ainsi il déclencherait des critiques et risquerait de nuire à la réputation de la Commission, et de l'Union en général » et il « n'a pas fait preuve du bon jugement que l'on pourrait attendre de quelqu'un qui a occupé un poste à haute responsabilité pendant de si longues années » (avis du comité d'éthique, cité par *Le Monde*, 31/10/2016).

48. Cf. Schoen, Céline (2018) : "Bruxelles plongée en pleine « affaire Selmayr »", *La Croix*, 8/3/2018, : <https://www.la-croix.com/Monde/Europe/Bruxelles-plongee-pleine-affaire-Selmayr-2018-03-08-1200919173>

49. Montesquieu (1748), *De l'Esprit des Lois*, Livre IV, chapitre 5.

50. Klein, Joe (2006), *Politics Lost: From RFK to W: How Politicians Have Become Less Courageous and More Interested in Keeping Power than in Doing What's Right for America*, Broadway Books

51. Un néologisme utilisé par la presse italienne pour caractériser le style machiste et vulgaire d'Umberto Bossi, le leader de la Lega Nord dans les années 1990.

52. Ou, au mieux, inefficaces, comme l'ont été celles que les autres Etats membres ont appliquées à l'Autriche en 2000.

de son statut de modèle incontesté et admiré qu'il détenait en 1989. La violence de la crise grecque, les difficultés profondes que l'Union a rencontrées en cherchant à la résoudre, les hésitations et tergiversations qui l'ont entourée, la vulnérabilité d'un bon nombre d'Etats membres qu'elle a révélée : ces différents facteurs ont aussi contribué à alimenter les réticences tchèques ou polonaises à rejoindre la zone euro. Si les pays d'immigration affichaient des modèles d'intégration à l'efficacité incontestable et bénéficiaient d'un solide consensus au sein de leurs propres opinions sur ce sujet, la réaction des pays d'Europe centrale aurait sans doute été moins radicale face à la crise migratoire de 2015. Et quelle crédibilité peut-on accorder à la critique occidentale des liaisons dangereuses entre Miloš Zeman ou Viktor Orbán et la Russie poutinienne, lorsqu'on observe la reconversion professionnelle de l'ancien chancelier Gerhard Schröder ?

Il convient de mettre en pratique les valeurs européennes de manière exemplaire, chacun au niveau national et collectivement au niveau

européen. Il faut affirmer ces valeurs face aux contre-modèles disponibles, en comparant point par point en quoi l'Europe, malgré toutes ses faiblesses et imperfections, continue à se distinguer en étant et en entendant rester un continent où l'on s'efforce de respecter les équilibres entre liberté et justice sociale, entre liberté et sécurité. Il faut enfin insuffler un nouveau dynamisme et de la confiance en soi aux Européens. En relevant ces défis, les partisans des valeurs européennes pourront casser la dynamique illibérale qui n'a rien d'une fatalité, ni à l'Est, ni à l'Ouest.

Thierry Chopin

Directeur des études de la Fondation Robert Schuman, professeur associé à l'Université catholique de Lille (ESPOL)

Lukas Macek

Directeur du campus centre et est-européen à Dijon (Collège universitaire) de Science Po

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.